

Derrière des chiffres incertains, quelques certitudes à terme

La rédaction du numéro 18 d'*Economie Prospective Internationale* s'achève au moment où la hausse des taux d'intérêts américains, puis la décision de la Bolivie de suspendre le paiement d'une partie des intérêts dûs et le refus par l'Argentine d'accepter certaines conditions du FMI remettent sur le devant de la scène l'endettement du Tiers Monde. Ces événements coïncident avec la publication par le FMI de son cinquième rapport annuel « Perspectives de l'économie mondiale » et des premières indications sur les projections qui seront publiées dans le rapport 1984 sur le développement dans le monde de la Banque mondiale. Le CEPII met au même moment la dernière main à un rapport sur l'économie mondiale 1980-1990 dont un chapitre entier est consacré à l'endettement international.

Deux questions sont posées : la première qui concerne les créanciers, est de savoir si les pays débiteurs seront à même d'assurer le service des intérêts ; la deuxième, qui concerne les pays débiteurs, est de savoir si leur croissance pourra être suffisante pour éviter de graves crises sociales et préserver leurs capacités de développement.

De la lecture des derniers événements et des études les plus récentes découlent deux certitudes et émerge une interrogation.

La première certitude est qu'une réponse positive à l'une et l'autre question dépend d'un grand nombre d'hypothèses favorables : d'ici la fin de la décennie, la croissance des économies occidentales doit être d'au moins 3 % en moyenne annuelle, les taux d'intérêt réels doivent progressivement baisser pour ne pas dépasser 3 % et les taux de pénétration des produits manufacturés du Tiers Monde sur les marchés des pays industrialisés doivent continuer à progresser comme pendant les années 1970, ce qui suppose qu'il n'y ait pas d'intensification des mesures protectionnistes.

A ces conditions s'en ajoute une dont l'importance n'a pas assez été mise en relief : les élasticités d'importation des pays du Tiers Monde doivent absolument diminuer pour se rapprocher de l'unité de façon à stabiliser la dépendance extérieure de leur économie. Une telle diminution suppose non seulement un freinage des achats de produits manufacturés mais aussi des produits alimentaires, car dans bon nombre de pays la croissance rapide des années soixante-dix s'est faite au détriment de la production agricole entraînant une forte accélération des importations agricoles et alimentaires. En outre, de nouveaux transferts financiers sont nécessaires pour que la croissance des revenus par habitant soit positive dans tous les pays. Ces transferts devraient prendre de préférence la forme d'investissements directs.

Sous ces hypothèses, on estime que le rapport du service de la dette aux exportations diminuera après un pic en 1987, ce qui faciliterait d'autant l'octroi de nouveaux prêts bancaires. Mais l'accumulation des conditions, même si elles ne sont pas toutes indépendantes les unes des autres, laisse à penser qu'elles ne seront pas réunies.

La deuxième certitude conduit à nuancer ce jugement global : la réponse à l'une et l'autre des questions posées plus haut diffère fortement selon le pays ou les groupes de pays considérés. Selon les travaux du CEPPII, les pays d'Asie de l'Est seront à même d'assurer le service de leur dette et connaîtront une croissance par tête positive, même si les hypothèses d'environnement international sont relativement défavorables et sans nouveaux transferts. A l'inverse, la situation des pays d'Afrique au Sud du Sahara non producteurs de pétrole risque de se détériorer même si l'environnement international évolue favorablement. Entre ces extrêmes, les perspectives par pays ou groupe de pays sont variées mais une leçon générale se dégage : les pays les plus à même de surmonter la crise de l'endettement sont ceux qui ont assis leur développement sur des productions industrielles diversifiées à destination de leur marché national et des marchés mondiaux. Ils ont la capacité et la souplesse voulues pour s'adapter rapidement aux aléas des marchés internationaux. Les pays qui au contraire, dépendent des exportations de matières premières et dont l'industrie est trop exclusivement liée à la transformation de ces matières premières, ont des productions trop rigides pour s'adapter rapidement et sont très dépendants de la croissance dans les pays industrialisés.

L'interrogation est alors : que faire du temps gagné par les procédures du rééchelonnement ? La réponse implicite a été en 1982-1983 d'attendre que la reprise dans les pays de l'OCDE se confirme et s'étende. Il est aujourd'hui clair que cela ne saurait suffire. Ce sont les politiques mêmes de développement qui sont en cause à travers la nécessité de réduire vigoureusement les élasticités d'importation et le constat des rigidités qui entravent les économies trop liées à la production des matières premières. Mais quelles politiques préconiser ? L'extrême diversité des situations laisse penser que les mêmes stratégies ne sont pas valables partout et qu'elles doivent être définies au cas par cas. Toutefois, le temps nécessaire à ce qu'une politique de développement porte ses fruits implique que soit dépassé le cadre des rééchelonnements annuels et mis en place des financements à moyen et long terme. Faute de quoi, le temps gagné ne fera qu'alourdir les risques financiers.

Yves Berthelot
Directeur du CEPII.

